

Erythrée : EDYU ENSF-Hidri surveillance de la diaspora

Renseignement

Berne, le 30 septembre 2020

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail : info@osar.ch

Internet : www.osar.ch

CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en allemand et français

COPYRIGHT

© 2020 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	EDYU ENSF-Hidri	4
2.1	Opposition politique et les organisations de la société civile possibles uniquement dans la diaspora.....	4
2.2	La naissance d'EDYU-ENSF-Hidri	5
2.3	Activités de l'EDYU ENSF-Hidri.....	7
3	Surveillance de l'opposition	7
3.1	Surveillance au sein de la diaspora	7
3.2	Persécution en cas de retour.....	9
4	Aucune activité en Érythrée	10
5	Pratiquement aucune opposition armée en Erythrée	10

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelles sont les informations dont on dispose sur les activités de l'organisation *Eritrean Democratic Youth Union* ENSF-HIDRI en Allemagne ?
2. Existe-t-il des informations selon lesquelles l'État érythréen surveille les activités de cette organisation ou d'autres organisations d'opposition en Allemagne et qu'elle s'en prend à leurs membres en Érythrée ou après leur retour en Érythrée ?
3. Quelles sont les informations dont on dispose sur les activités de l'organisation susmentionnée en Érythrée ou à l'étranger ?
4. Existe-t-il des informations sur l'existence d'une branche armée de cette organisation et, le cas échéant, quelles sont ses activités ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Érythrée depuis plusieurs années.^[1] Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 EDYU ENSF-Hidri

2.1 Opposition politique et les organisations de la société civile possibles uniquement dans la diaspora

État à parti unique, opposition possible uniquement dans la diaspora. Le *People's Front for Democracy and Justice* (PFDJ), qui a été créé en 1994 pour succéder au *Eritrean People's Liberation Front* (EPLF), reste le seul parti politique légalement reconnu et autorisé en Érythrée. Il n'y a pas de mouvements d'opposition légaux, ni d'autres organisations indépendantes du PFDJ dans le pays. Il n'y a pratiquement pas non plus d'opposition organisée clandestine. Les mouvements d'opposition doivent opérer de l'étranger au sein de la diaspora¹.

Opposition fragmentée au sein de la diaspora. L'ancien groupe d'opposition le plus important du PFDJ (anciennement EPLF), l'*Eritrean Liberation Front* (ELF, Jebha en arabe), a été chassé de l'Érythrée pendant la guerre d'indépendance de 1981. Depuis lors, elle n'est active qu'au sein de la diaspora et s'est depuis fragmentée en de nombreuses factions, dont certaines ont à leur tour formé de nouvelles alliances. Ainsi, il existe de nombreux partis au sein de la diaspora présentant des orientations et des programmes différents, dont les noms et

[1] <https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine>

¹ European Asylum Support Office, Eritrea Country Focus, 11 juin 2015, p. 28 : www.ecoi.net/en/file/local/1298587/90_1440743642_2015-06-11-easo-eritrea-de.pdf; Freedom House, Freedom in the World 2020 - Eritrea, 4 mars 2020 : www.ecoi.net/de/dokument/2035778.html.

les compositions ont fréquemment changé², ce qui a conduit à une fragmentation de l'opposition érythréenne au sein de la diaspora³. L'opposition est divisée selon les ethnies, les régions, les religions et les orientations politiques⁴. Les activités de l'opposition politique se limitent en grande partie à l'organisation de conférences et de manifestations sporadiques. Leur seul dénominateur commun est de s'opposer au gouvernement érythréen. Plusieurs tentatives infructueuses ont été menées par le passé, lors de congrès en Éthiopie, pour unir l'opposition⁵.

Les organisations et associations de la société civile ne sont actives qu'au sein de la diaspora. En Érythrée, toutes les organisations et associations « de la société civile » sont elles aussi contrôlées par le PFDJ, ce qui jette un doute sur la nature civile de ces organisations. Les trois organisations dominées par le PFDJ, la *National Union of Eritrean Women* (NUEW), la *National Confederation of Eritrean Workers* (NCEW) et la *National Union of Eritrean Youth and Students* (NUEYS) ont été créées pendant la guerre d'indépendance déjà. La plupart des autres organisations de la société civile et des ONG qui ont vu le jour en Érythrée après l'indépendance ont dû cesser leurs activités⁶.

Au sein de la diaspora, de nombreux Érythréen-ne-s, déçus par les partis politiques, ont fondé des organisations de la société civile⁷. Ces dernières années, des forums ont également été créés pour faciliter le dialogue politique au sein de la diaspora et pour soutenir les campagnes anti-gouvernementales à l'intérieur et à l'extérieur de l'Érythrée. Le mouvement *Arbi Harnet* (Vendredi de la liberté), fondé en 2011 par des activistes érythréen-ne-s aux États-Unis et en Europe, serait parvenu à encourager la désobéissance civile en Érythrée par le biais de campagnes et d'un journal clandestin. Le mouvement semble avoir réussi à établir une cellule à Asmara⁸.

2.2 La naissance d'EDYU-ENSF-Hidri

Selon les informations écrites fournies par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis de nombreuses années sur ce pays, l'*Eritrean Democratic Youth Union ENSF-HIDRI in Germany*, également connue sous le nom d'*Eritreische Demokratische Jugendunion ENSF-Hidri in Deutschland*, est la branche opérationnelle en Allemagne de l'organisation jeunesse du mouvement d'opposition érythréen *ENSF-Hidri*. L'expert consulté par l'OSAR a fourni les informations suivantes⁹ :

L'organisation jeunesse de l'actuel ENSF-Hidri est née après une série de scissions et de réunifications entre les partis successeurs de l'ELF. L'*Eritrean Democratic Youth*

² European Asylum Support Office, Eritrea Country Focus, 11 juin 2015, p. 29.

³ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report Eritrea, 29 avril 2020, p. 39 : www.ecoi.net/en/file/local/2029529/country_report_2020_ERI.pdf.

⁴ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Report of the detailed findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea [A/HRC/29/CRP.1], 5 juin 2015, § 145 : www.ecoi.net/en/file/local/1231861/1930_1434451802_a-hrc-29-crp-1.doc.

⁵ European Asylum Support Office, Eritrea Country Focus, 11 juin 2015, p. 29.

⁶ European Asylum Support Office, Eritrea Country Focus, 11 juin 2015, p. 29.

⁷ European Asylum Support Office, Eritrea Country Focus, 11 juin 2015, p. 30.

⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Report of the detailed findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea [A/HRC/29/CRP.1], 5 juin 2015, § 149.

⁹ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

Union (EDYU) est apparue dans les années 1970 comme la branche jeunesse de l'ELF (*Eritrea Liberation Front*) opérant à l'étranger. En Allemagne, cette branche était opérationnelle sous le nom de *Eritreische Demokratische Jugendunion e.V.*.

Suite à la dissolution de l'ELF survenue dès 1981, l'EDYU s'est également scindée, si bien que, pendant un certain temps, les diverses organisations nées de la disparition de l'ELF disposaient d'une branche jeunesse EDYU. Cette situation a conduit à des conflits violents récurrents, chaque faction issue de l'ELF revendiquant le nom d'EDYU. Dans les années 1990, le *ELF-Revolutionary Council* (ELF-RC), la plus grande des organisations nées de la disparition de l'ELF, est parvenue à s'imposer et à conserver la désignation d'EDYU pour son organisation jeunesse, les autres organisations optant finalement pour d'autres noms pour leurs organisations jeunesse.

Après 2002, l'ELF-RC s'est scindée en deux groupes, l'un qui a continué à utiliser le nom FLE-CR et un second qui a adopté le nom *ELF-National Council* (ELF-NC). L'EDYU s'est donc à son tour scindée en deux ailes du même nom, qui se sont disputées le nom. En 2003, l'ELF-RC a rebaptisé sa faction jeunesse *Eritrean Democratic Association* (EDA). En Allemagne, sa branche opère sous le nom de *Eritreische Demokratische Union e.V.* Dès 2003, seule l'organisation jeunesse de l'ELF-NC a encore utilisé le nom EDYU.

Fondation de l'ENSF en 2005. L'ELF-NC a fusionné en 2005 avec d'autres organisations pour former l'*Eritrean National Salvation Front* (ENSF). L'organisation de jeunesse de l'ENSF a continué à utiliser le nom EDYU.

Lorsque, en 2009, l'ELF-RC a fusionné avec d'autres organisations pour former l'*Eritrean Peoples Democratic Party* (EPDP), il a été décidé de créer une Ligue jeunesse de l'EPDP. Celle-ci est placée sous l'autorité du Youth Department de la direction de l'EPDP. L'EDA continue d'exister en tant qu'association politique pour les sympathisant-e-s de l'EPDP et non plus spécifiquement en tant qu'organisation de jeunesse.

Scission en 2014 de l'ENSF et fondation de l'ENSF-Hidri avec l'organisation de jeunesse EDYU ENSF-Hidri. En 2014, l'ENSF se scinde en deux branches : l'une est dirigée par le Dr Habte Tesfamariam et l'autre par Uqbazgi Debus. En novembre 2014, l'ENSF-Uqbazgi s'est jointe à une faction de l'*Eritrean Movement for Democracy and Justice* (EMDJ) et a adopté le nom *ENSF-Hidri* (promesse) afin de se différencier de l'autre faction de l'ENSF, qui revendiquait l'utilisation exclusive du nom ENSF. L'organisation jeunesse de l'ENSF-Hidri a donc utilisé le nom EDYU-ENSF-Hidri afin d'éviter toute confusion avec l'EDYU de l'ENSF.

Scission en 2018 de l'ENSF-Hidri. En 2018, une scission s'est dessinée au sein de l'ENSF-Hidri. En conséquence, une faction de l'ENSF-Hidri a fusionné en juillet 2019 avec l'EPDP. Des sections importantes de l'EDYU-Hidri ont suivi cette faction et rejoint l'EPDP. Le groupe EDYU-Hidri, qui est resté au sein de l'ENSF-Hidri sous la direction de Uqbazgi Debus, est désormais dirigé par Abdala Umer. Son siège européen se trouve aux Pays-Bas. La branche allemande, qui opère sous le nom de *Eritreische Demokratische Jugendunion - Hidri e.V.*, est dirigée depuis Francfort par Gebrekidan Gebrezgi¹⁰.

¹⁰ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

2.3 Activités de l'EDYU ENSF-Hidri

Selon l'*expert* consulté par l'OSAR, l'EDYU de l'ENSF-Hidri gère les membres et sympathisant-e-s de l'ENSF-Hidri jusqu'à l'âge de 40 ans au sein de la diaspora. C'est à bien des égards l'instrument le plus important de l'ENSF-Hidri lui permettant d'agir au sein de la diaspora érythréenne et d'informer le grand public en Europe sur la situation en Érythrée. Elle sollicite des fonds auprès de ses membres et sympathisant-e-s issus de la diaspora afin de financer ses propres activités et les activités non militaires de l'organisation mère (ENSF-Hidri). Elle organise en outre des séminaires et des formations pour ses membres et sympathisant-e-s, organise occasionnellement des événements d'information sur l'Érythrée pour le grand public et publie des déclarations de presse¹¹.

3 Surveillance de l'opposition

3.1 Surveillance au sein de la diaspora

Le PFDJ est également présent au sein de la diaspora, ce qui a conduit à une scission de la diaspora. La diaspora érythréenne reste divisée entre les fervent-e-s partisan-e-s du parti d'unité érythréenne, le *People's Front for Democracy and Justice* (PFDJ), et l'opposition fragmentée¹². Le PFDJ a ouvert des sections dans de nombreux pays, les communautés issues de la diaspora érythréenne étant d'une grande importance pour l'État érythréen, notamment en raison des fonds que celle-ci transfère au pays¹³.

Surveillance et harcèlement des opposant-e-s au gouvernement au sein de la diaspora ainsi que de leur famille en Érythrée. La peur d'être surveillé est intériorisée par les opposant-e-s au gouvernement, qui craignent que des agent-e-s et sympathisant-e-s du gouvernement érythréen mènent des actions de surveillance¹⁴. L'*expert* consulté par l'OSAR suppose également que l'État érythréen surveille intensément les activités de l'opposition érythréenne à l'étranger par le biais du département des affaires étrangères des autorités nationales de sécurité. Dans chaque pays de la diaspora, il existe au moins un cadre travaillant à plein temps pour les autorités de sécurité nationale dans la mission diplomatique respective. Ces cadres gèrent un dense réseau d'informateurs/trices, qui sont recrutés au sein de la diaspora érythréenne du pays concerné par le biais d'incitations financières ou de chantage (menaces contre la famille résidant en Érythrée). Le but de cette surveillance est de recueillir des informations afin d'entraver le travail de l'opposition à l'étranger, de nuire aux tentatives de celle-ci de s'implanter en Érythrée et de pouvoir prendre des mesures contre

¹¹ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

¹² Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report Eritrea, 29 avril 2020, p. 39.

¹³ Glatthard, Fabienne : "Angst vor Überwachung in der eritreischen Diaspora der Schweiz", in: Arbeitsblätter des Instituts für Sozialanthropologie der Universität Bern", No. 57, 2012 : www.anthro.unibe.ch/e40422/e40425/e40426/e127585/files127592/Arbeitsblatt57_FabienneGlatthard_ger.pdf.

¹⁴ Glatthard, Fabienne : "Angst vor Überwachung in der eritreischen Diaspora der Schweiz", in: Arbeitsblätter des Instituts für Sozialanthropologie der Universität Bern", No. 57, 2012 : www.anthro.unibe.ch/e40422/e40425/e40426/e127585/files127592/Arbeitsblatt57_FabienneGlatthard_ger.pdf.

les activistes de l'opposition dans le cas où celles-ci et ceux-ci entrent dans la sphère d'influence du gouvernement érythréen¹⁵.

Freedom House souligne également dans son dernier rapport annuel que les membres de la diaspora font l'objet d'une surveillance et d'actes de harcèlement de la part du gouvernement érythréen¹⁶. Le rapport du *European Asylum Support Office*, qui a été rédigé par l'unité analyse-pays du *Secrétariat d'État aux migrations* suisse (EASO/SEM), a également indiqué que les représentations érythréennes à l'étranger tentent de surveiller les activités des groupes d'opposition¹⁷. Selon cette même source, les informateurs/trices du gouvernement collectent des informations¹⁸. Dans le rapport du *Danish Immigration Service* (DIS) de février 2020, des sources indiquent que la diaspora érythréenne est infiltrée par des espion-e-s du gouvernement¹⁹. Selon le rapport soumis en février 2019 au *Comité des droits de l'homme des Nations unies* par l'organisation non gouvernementale *East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project*, le gouvernement érythréen dispose de capacités étendues, en particulier en Europe, pour surveiller les activités des Érythréen-ne-s au sein de la diaspora. Selon cette même source, cette situation suscite des craintes et dissuade les Érythréen-ne-s de s'engager pour les droits humains. En outre, les activistes au sein de la diaspora doivent faire face à des menaces à l'encontre de leurs amis et de leur famille résidant en Érythrée de la part des autorités de sécurité²⁰. Le rapport de la *Commission of Inquiry* sur la situation des droits humains en Érythrée a également mis en évidence les menaces, les arrestations arbitraires et les disparitions de proches d'activistes de la diaspora²¹.

Attaques contre des activistes de la diaspora. En juin 2019, *Amnesty International* (AI) a signalé que les activistes, journalistes ou défenseurs/euses des droits humains érythréen-ne-s vivant à l'étranger qui se montrent critiques envers le gouvernement érythréen sont victimes d'actes de harcèlement et font l'objet de menaces de la part d'employé-e-s du gouvernement ainsi que de partisan-e-s du PFDJ vivant au sein de la diaspora. AI souligne que fuir l'Érythrée ne met pas un terme à la répression, mais que l'État érythréen jouit d'un « bras long » grâce à ses ambassades et aux partisan-e-s du PJDF. Selon AI, la branche jeunesse du PFDJ, le YPFDJ (*Young People's Front for Democracy and Justice*) est en particulier impliquée dans les intimidations et les attaques et s'en prend aux opposant-e-s au gouvernement à la demande du PFDJ et des ambassades érythréennes respectives. Les opposant-e-s font non seulement l'objet d'une surveillance, mais subissent également des menaces physiques et des diffamations sur les réseaux sociaux. AI a interrogé 18 activistes des droits humains issus

¹⁵ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

¹⁶ Freedom House, *Freedom in the World 2020 - Eritrea*, 4 mars 2020.

¹⁷ European Asylum Support Office, *Eritrea Country Focus*, 11 juin 2015, p. 29.

¹⁸ European Asylum Support Office, *Eritrea; Nationaldienst, Ausreise und Rückkehr*, September 2019, p. 61 : www.ecoi.net/en/file/local/2031001/2019_EASO_COI_Report_Eritrea_National_service_exit_and_return_DE.pdf.

¹⁹ Danish Immigration Service: *Eritrea: National service, exit and entry*, 3 février 2020, § 87 : www.ecoi.net/en/file/local/2024189/Eritrea_rapport_27012020.pdf.

²⁰ East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (Autor), publié par le Comité des droits de l'homme de l'ONU, *Eritrea, Submission to the United Nations Human Rights Committee*, 125th session, 04-29 March 2019, 13 février 2019, S. 6 : https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/ERI/INT_CCPR_CSS_ERI_33953_E.docx.

²¹ Conseil des droits de l'homme, « Detailed findings of the commission of enquiry on human rights in Eritrea », 8 juin 2016 (A/HRC/32/CRP.1), § 277. www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/ColEritrea/A_HRC_32_CRP.1_read-only.pdf.

de la diaspora, qui ont fait état d'attaques de divers types. AI a également documenté que les membres de la famille des opposant-e-s au gouvernement au sein de la diaspora en Érythrée subissaient harcèlement et menaces²².

3.2 Persécution en cas de retour

Persécution des membres de l'opposition à leur retour. Selon l'*expert* consulté par l'OSAR, il faut partir du principe que les autorités de sécurité érythréennes disposent des listes de présidents et de membres de l'EDYU-ENSF-Hidri. Si ceux-ci devaient tomber entre les mains des autorités de sécurité érythréennes, il n'y a aucun doute qu'ils seraient confrontés à une persécution massive²³. Dès 2016, le rapport EASO/SEM soulignait que les personnes ayant pris part à des activités d'opposition ou anti-gouvernementales à l'extérieur du pays ou ayant contribué au travail des organisations de défense des droits humains subiraient des sanctions en cas de retour²⁴. Toujours dans le dernier rapport d'octobre 2019, EASO/SEM indique que, pour s'assurer d'un retour sans danger, un minimum de loyauté envers le gouvernement érythréen devait prévaloir et que les autorités érythréennes exigeaient qu'aucune activité politique d'opposition n'ait été menée à l'étranger²⁵. Selon les déclarations d'un Érythréen ayant quitté la Suisse pour retourner au pays, le service de renseignement érythréen était au courant qu'il avait participé à des manifestations en Suisse. Il a d'ailleurs été accusé d'être un espion de l'opposition²⁶.

Poursuites des arrestations arbitraires, de la torture et des disparitions. Pendant de nombreuses années, le gouvernement érythréen a utilisé le conflit avec l'Éthiopie voisine pour justifier la répression et les restrictions drastiques de la liberté d'expression. Malgré l'accord de paix conclu avec l'Éthiopie en juin 2018, des dissident-e-s, des opposant-e-s au gouvernement, des personnalités de l'opposition et des journalistes continuent d'être arrêtés arbitrairement et la liberté d'expression est toujours limitée²⁷. Même dans les conversations privées, les Érythréen-ne-s pratiquent encore l'autocensure par peur des informateurs/trices du gouvernement et par crainte d'être arrêté-e-s²⁸. Ainsi, trois mois seulement après l'accord de paix, Berhane Abrehe, un ancien ministre des finances et auteur d'un livre critique envers

²² Amnesty International, *Repression without borders: Threats to human rights defenders abroad* [AFR 64/0542/2019], juin 2019 : www.ecoi.net/en/file/local/2011554/AFR6405422019ENGLISH.PDF.

²³ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

²⁴ European Asylum Support Office, *Eritrea: National service and illegal exit*, November 2016, p. 31 : www.ecoi.net/en/file/local/1062631/90_1482135398_easo-coi-eritrea-2016-11.pdf.

²⁵ European Asylum Support Office, *Eritrea; Nationaldienst, Ausreise und Rückkehr*, September 2019, p. 9 : www.ecoi.net/en/file/local/2031001/2019_EASO_COI_Report_Eritrea_National_service_exit_and_return_DE.pdf.

²⁶ Republik.ch, *Reflekt, Was geschieht nach der Rückkehr? Hinter dem willkommenen Schleier des Nichtwissens*, 8 avril 2020 : <https://cdn.repub.ch/pdf/2020/04/08/hinter-dem-schleier-des-nichtwissens.pdf>.

²⁷ Amnesty International, *Repression without borders: Threats to human rights defenders abroad* [AFR 64/0542/2019], juin 2019 : www.ecoi.net/en/file/local/2011554/AFR6405422019ENGLISH.PDF ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée* [A/HRC/44/23], 11 mai 2020, § 24, 51-53 : www.ecoi.net/en/file/local/2032537/A_HRC_44_23_E.pdf ; Bertelsmann Stiftung, *BTI 2020 Country Report Eritrea*, 29 avril 2020, p. 4, 11 : www.ecoi.net/en/file/local/2029529/country_report_2020_ERI.pdf.

²⁸ Freedom House, *Freedom in the World 2020 - Eritrea*, 4 mars 2020.

le gouvernement, a été arrêté et a disparu depuis²⁹. Selon le *rapporteur spécial* du *Conseil des droits de l'homme des Nations unies*, il reste encore introuvable en 2020³⁰.

4 Aucune activité en Érythrée

Seuls quelques petits mouvements clandestins actifs en Érythrée. L'absence totale d'institutions de la société civile et le niveau extrêmement élevé de la répression en Érythrée ont longtemps empêché l'émergence de mouvements de résistance interne³¹. Selon la *Bertelsmann Stiftung*, le mouvement clandestin *Arbi Harnet* (Vendredi de la liberté), fondé en 2011, a continué à fonctionner en tant que petit mouvement de résistance à Asmara en 2018 et 2019. *Arbi Harnet* a ainsi réussi à transmettre à l'extérieur du pays des informations que le gouvernement entend garder secrètes, comme l'attentat contre le Major General Sebbat Efrem en décembre 2018³².

L'EDYU ENSF-Hidri n'est pas active en Érythrée. Selon l'*expert* consulté par l'OSAR, l'EDYU ENSF-Hidri n'est pas active en tant qu'organisation en Érythrée. Cependant, l'organisation mère ENSF-Hidri y bénéficie d'un nombre limité de cellules et de membres clandestins³³. Les activités de l'EDYU ENSF-Hidri ont été décrites au point 1.3.

5 Pratiquement aucune opposition armée en Érythrée

Pas de branche armée. L'EDYU ENSF-Hidri, en tant qu'organisation jeunesse externe de l'ENSF-Hidri, ne dispose d'aucune branche armée. L'organisation mère ENSF-Hidri, en revanche, possède une petite branche armée appelée *Serawit Hidri* (Armée de la promesse). Elle recevait jusqu'en août 2018 les fonds nécessaires à l'entretien de cette branche et à l'équipement du gouvernement central éthiopien (accord de paix avec l'Érythrée) et depuis lors très probablement du gouvernement régional du Tigré. Pour autant que l'*expert* consulté par l'OSAR le sache, le *Serawit Hidri* est composé de quelques centaines d'hommes légèrement armés stationnés dans un camp du Tigré central. Contrairement à ses propres affirmations, l'ENSF-Hidri n'était pas en mesure de mener des actions militaires en Érythrée, la « puissance protectrice éthiopienne » ne le lui permettant pas³⁴.

Peu d'activités de la part des groupes d'opposition armés en Érythrée. Selon le dernier rapport du *Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée sur l'embargo sur les armes du*

²⁹ Amnesty International, *Repression without borders: Threats to human rights defenders abroad* [AFR 64/0542/2019], juin 2019 : www.ecoi.net/en/file/local/2011554/AFR6405422019ENGLISH.PDF.

³⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Human rights situation in Eritrea; Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Eritrea* [A/HRC/44/23], 11 mai 2020 : www.ecoi.net/en/file/local/2032537/A_HRC_44_23_E.pdf.

³¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Report of the detailed findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea* [A/HRC/29/CRP.1], 5 juin 2015, § 149 : www.ecoi.net/en/file/local/1231861/1930_1434451802_a-hrc-29-crp-1.doc.

³² Bertelsmann Stiftung, *BTI 2020 Country Report Eritrea*, 29 avril 2020, p. 15.

³³ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

³⁴ Informations écrites transmises à l'OSAR par un expert sur l'Érythrée, qui étudie ce pays depuis des décennies et qui bénéficie d'un très bon réseau au sein de la diaspora érythréenne, 4 juin 2020.

Conseil de sécurité des Nations unies et l'évolution de la situation sécuritaire en 2017, le Groupe de contrôle a examiné les rapports des groupes armés hébergés dans les pays voisins de l'Érythrée qui avaient l'intention de déstabiliser l'Érythrée. Il s'agissait notamment du *Democratic Movement for the Liberation of Eritrean Kunama* (Mouvement démocratique pour la libération de l'Érythrée Kunama), du *Democratic Movement of Eritrean Saho* (Mouvement démocratique Saho érythréen) du *Eritrean National Salvation Front* (Front de salut national érythréen) et du *Red Sea Afar Democratic Organization* (Organisation démocratique des Afars de la mer Rouge). Malgré l'existence de ces groupes dans les États voisins, le *Groupe de contrôle* disait ne pas avoir eu connaissance d'attaques menées en Érythrée en 2017³⁵. L'EASO a lui aussi indiqué en 2015 l'existence d'activités militaires sporadiques des groupes armés ethniques basés en Éthiopie : *Red Sea Afar Democratic Organization* (RSADO), *Democratic Movement for the Liberation of Eritrean Kunama* (DMLEK) und *National Democratic Front for the Liberation of the Eritrean Saho* (NDFLES). Toutefois, cette même source indiquait que ces groupes ne pouvaient menacer le gouvernement érythréen. En mars 2015, une attaque du *Eritrean National Salvation Front* (ENSF) contre un garage du gouvernement à Asmara a été signalée³⁶.

L'Éthiopie exige la cessation des activités armées des groupes d'opposition érythréens. Divers groupes d'opposition ont été accueillis les bras ouverts par l'Éthiopie. Avec le rapprochement des deux pays en 2018, le gouvernement éthiopien a ordonné aux groupes d'opposition érythréens de cesser leurs activités³⁷.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR est l'association faitière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Érythrée ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous <https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine>.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous <https://www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter>.

³⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport du Groupe de contrôle sur la Somalie et l'Érythrée en application de la résolution 2317 (2016) du Conseil de sécurité : Érythrée [S/2017/925], 6 novembre 2017, § 63 et 64 : www.ecoi.net/en/file/local/1417466/1226_1510234484_n1730202.pdf.

³⁶ European Asylum Support Office, Eritrea Country Focus, 11 juin 2015, p. 28/29.

³⁷ Freedom House, Freedom in the World 2020 - Eritrea, 4 mars 2020 ; Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report Eritrea, 29 avril 2020, p. 39.